



RAPPORT SUR LA POLITIQUE DE DIALOGUE & ENGAGEMENT 2019



Sommaire

Démarche et objectifs	2
Dialogue & engagement ESG : bilan et statistiques 2019	3
L'engagement au service d'une démarche de progrès	5
<i>Notre démarche</i>	5
<i>Engagements individuels</i>	6
<i>Engagements collaboratifs</i>	10
<u>Annexe</u> : Echelle de notation interne et suivi des controverses	13

L'engagement d'ODDO BHF Asset Management dans l'investissement responsable trouve son origine dans l'orientation à long terme de son activité, en tant que société de gestion filiale d'un groupe financier indépendant dont les origines remontent à 1849 et disposant d'un actionnariat stable. Ainsi, les exigences de Responsabilité Sociale des Entreprises font partie intégrante de l'ADN du groupe.

Le dialogue, aussi bien financier qu'extra-financier, permet à l'ensemble des équipes de gestion d'avoir une connaissance approfondie des entreprises et constitue un axe majeur de notre approche d'intégration ESG, toutes classes d'actifs confondues.

Démarche et objectifs

De façon générale, notre démarche de dialogue et d'engagement auprès des entreprises vise les objectifs suivants :

- Une meilleure compréhension, par l'analyse ESG, des risques et des opportunités associés aux modèles de croissance des secteurs et des entreprises dans lesquels ODDO BHF Asset Management a investi ou est susceptible d'investir ;
- Contribuer à la validation ou l'invalidation de notre analyse sur la qualité du management en s'appuyant sur le track-record en matière de gestion des enjeux ESG ;
- Disposer d'informations complémentaires aux états financiers par le biais des questions ESG ;
- Proposer des axes d'amélioration sur les thématiques extra-financières identifiées afin d'accompagner les entreprises dans leur stratégie de développement durable.

En plus des rencontres régulières des équipes de gestion avec les entreprises, **ODDO BHF Asset Management a réalisé 66 entretiens dédiés aux sujets ESG en 2019**. En complément de ce processus de dialogue régulier, nous menons des actions d'engagement individuel et collaboratif auprès des sociétés dont nous estimons qu'elles présentent des risques et enjeux ESG significatifs.

Cette démarche d'engagement est mise en œuvre par notre Comité d'intégration ESG trimestriel réunissant le responsable de la recherche ESG, le responsable des investissements (CIO), les différentes expertises de gestion et le responsable des risques et de la conformité.

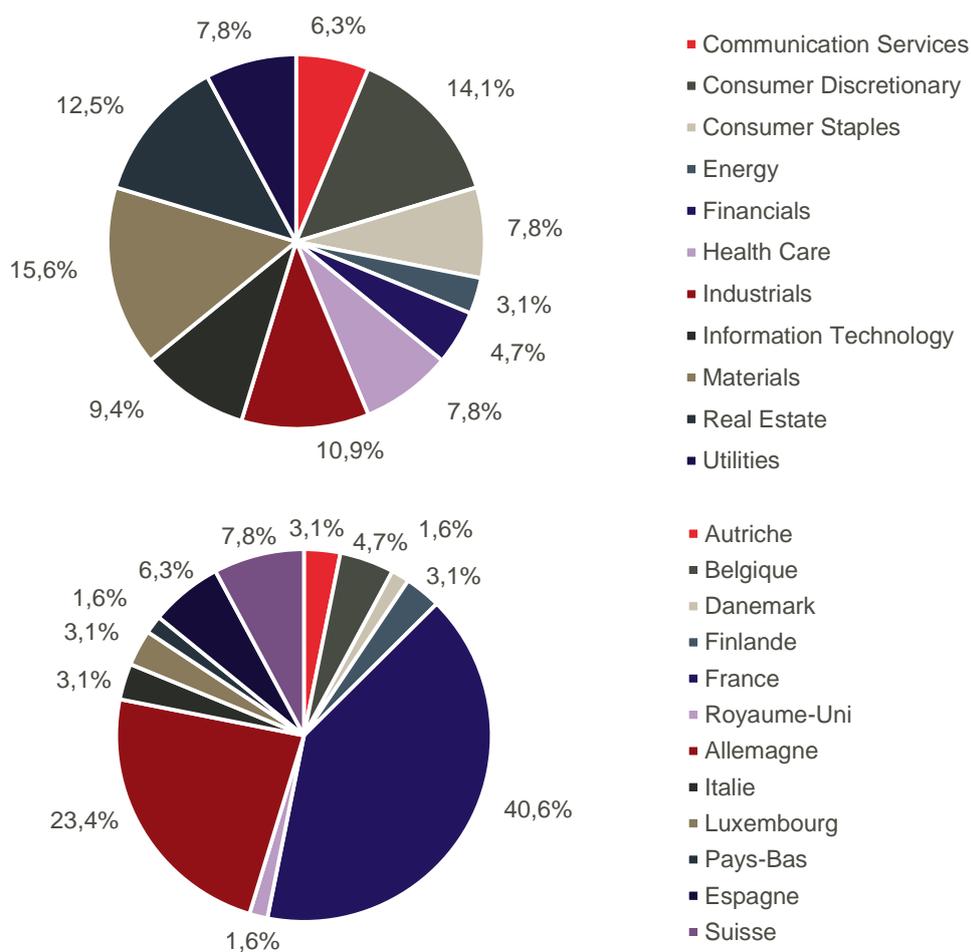


Dialogue & engagement ESG : bilan et statistiques 2019

ODDO BHF Asset Management a mené des entretiens sur les sujets ESG avec 66 entreprises européennes en 2019. Ceux-ci ont majoritairement pris la forme de rencontres en one-to-one avec les responsables du développement durable, des administrateurs et les relations investisseurs des sociétés rencontrées.

Ces démarches de dialogue ESG ont concerné des entreprises de 11 secteurs et de 13 pays différents. La majorité des entretiens ont eu lieu avec des sociétés françaises (41%) et allemandes (23%), et les secteurs les plus représentés étaient les matériaux (16%), les biens de consommation (14%) et l'immobilier (12%).

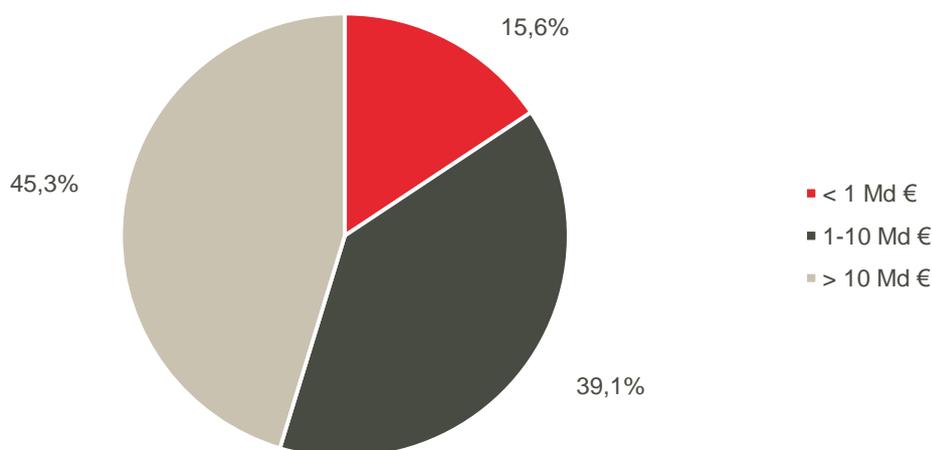
Répartition géographique et par secteur



Source: ODDO BHF Asset Management SAS

Par taille, 45% des entreprises rencontrées dans le cadre de notre dialogue ESG étaient des grandes capitalisations, 39% des valeurs moyennes et 16% des petites capitalisations. Cette répartition reflète parfaitement notre approche « bottom-up » et notre exposition structurelle aux petites et moyennes capitalisations au sein de notre gestion fondamentale.

Répartition par taille



Source: ODDO BHF Asset Management SAS

Au sein de ce processus de dialogue ESG, ODDO BHF Asset Management a mené 4 actions d’engagements individuels et a participé à 2 actions d’engagements collaboratifs.

Liste des 66 entreprises rencontrées dans le cadre d’un dialogue ESG en 2019

TAG Immobilien	Elringklinger	RWE	Pandox	AF-KLM
ESI Group	Lenzing	Vallourec	OMV	Kone
Kerlink	TVA TePla	Umicore	Ericsson	Aperam
Aroundtown Property	SAF Holland	ERG	Metro	Naturgy
Koening & Bauer	Air Liquide	Volitalia	Assa Abloy	Volkswagen
Deutsche Euroshop	Cap Gemini	Icade	Fnac Darty	TDC
Arkema	Intesa	TF1	Deutsche Post	
Patrizia Immobilien	Glencore	EssilorLuxottica	Ahold Delhaize	
Esker	Pernod Ricard	Sodexo	UCB	
Carmila	Hoffmann Green Cement Technology	Atresmedia	Covestro	
Nexity	Bureau Veritas	Bonduelle	GSK	
Santander	Bouygues	Sanoma	Unibail Rodamco Westfield	
Michelin	Henkel	Acciona	CHR Hansen	
Commerzbank	Imerys	Renault	Sartorius Stedim	
Continental	Merck	Telenet	Novartis	

Source: ODDO BHF Asset Management SAS



L'engagement au service d'une démarche de progrès

ODDO BHF Asset Management considère l'engagement comme une composante importante de sa responsabilité d'investisseur envers ses clients. Notre démarche vise avant tout l'amélioration des pratiques et une plus grande transparence sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance des entreprises dans lesquelles nous sommes investis. Il ne s'agit pas d'activisme actionnarial, mais de démarches ponctuelles et traitées au cas par cas. Nous sommes convaincus que la recherche de progrès sur les enjeux extra-financiers est créatrice de valeur à long terme pour l'ensemble des parties prenantes.

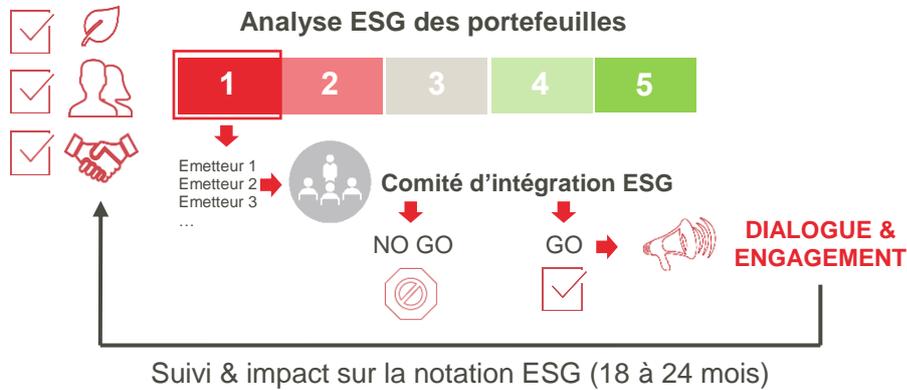
Notre démarche

La décision d'engager un processus d'engagement est prise par le Comité d'intégration ESG trimestriel réunissant le responsable de la recherche ESG, le responsable des investissements (CIO), les différentes expertises de gestion et le responsable des risques et de la conformité. Les sociétés ciblées sont celles sur lesquelles nous sommes investis et qui affichent une notation ESG en risque élevé (rang 1) dans notre méthodologie interne et/ou qui font l'objet d'une controverse grave¹.

Notre démarche d'engagement s'appuie sur l'identification et la formalisation systématique des axes de progrès attendus, nous permettant ainsi de suivre et d'évaluer les résultats. Notre démarche est jugée fructueuse si la dialogue avec un émetteur conduit à une plus grande transparence ESG et / ou une amélioration des pratiques ESG dans un délai de 18 à 24 mois. Si l'engagement est infructueux (dialogue inexistant ou insatisfaisant), les équipes de gestion peuvent décider d'exclure l'émetteur de l'univers d'investissement ou, dans le cas d'une position active, de procéder au désinvestissement.

¹ Voir Annexe « échelle de notation interne et suivi des controverses »

Processus d'engagement



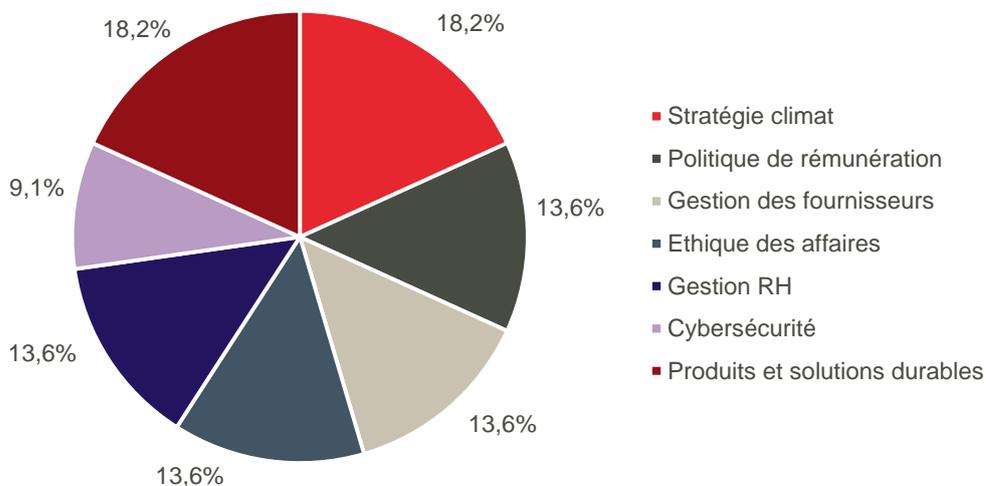
Source: ODDO BHF Asset Management SAS

Engagements individuels

Sur l'année 2019, ODDO BHF Asset Management a entamé 4 processus d'engagement auprès de sociétés européennes de son univers d'investissement.

Les sujets les plus abordés au cours de nos échanges avec ces 4 entreprises ont été la stratégie climat (18%), la politique de rémunération des dirigeants (14%) et la gestion des fournisseurs et sous-traitants (14%).

Processus d'engagements 2019 par thèmes



Source: ODDO BHF Asset Management SAS



Voici ci-dessous un résumé des cas d'engagements individuels menés en 2019.

TDC (Danemark) – Secteur Télécommunication

Stratégie Développement Durable et Succession des dirigeants

Suite à l'acceptation d'une offre de rachat par un consortium regroupant plusieurs fonds d'investissement et une banque en 2018, l'opérateur danois est sorti de la cotation. Nous avons souhaité faire un point sur les progrès réalisés en matière de développement du groupe depuis le changement d'actionnaires. Le secteur des télécommunications fait face à des problématiques extra-financières diverses : l'empreinte énergétique dans un contexte de hausse croissante de la consommation de données et, ce faisant, la stratégie de baisse des émissions de gaz à effet de serre, la résilience des infrastructures face aux risques physiques, l'engagement des collaborateurs, ou encore le déploiement d'écoproduits.

Etant donné la fin de sa cotation, la communication du groupe sur les sujets de développement durable est désormais limitée. A la suite à un appel téléphonique avec la responsable de développement durable, nous avons affiné notre avis sur le profil extra-financier du groupe. Notre interlocutrice a mis en lumière l'engagement des nouveaux actionnaires en matière de développement durable, un point crucial pour s'assurer de la mobilisation du groupe et de la continuité des actions menées dans un

contexte de transition actionnariale. L'opérateur danois a l'ambition d'être neutre en carbone d'ici à 2030. Cet objectif tranche avec la prudence d'autres acteurs du secteur. Même si cette stratégie de décarbonation est nécessaire, il faut rappeler que le Danemark bénéficie d'un mix énergétique majoritairement axé sur les énergies renouvelables et facilite, ce faisant, la progression du groupe pour limiter son exposition aux énergies fossiles. La préoccupation de certains consommateurs par rapport aux questions de développement durable pousse le groupe à développer de nouveaux éco-produits. Notre interlocutrice a souligné que l'écoconception était un point de progression par rapport à certains concurrents.

En matière de gouvernance, nous avons voulu nous assurer de la bonne gestion du processus de succession des dirigeants. Le groupe avait opéré un changement de CEO en 2018. Après un an de service, la CEO a décidé de quitter le groupe pour un autre opérateur. Nous voulions déterminer plus précisément les raisons qui avaient entraîné ce départ rapide. Une succession aussi brève n'est jamais un signal rassurant pour un investisseur.

Volkswagen (Allemagne) – Secteur Automobile

Stratégie Développement Durable et Gouvernance

Compte tenu du Dieselgate, Volkswagen reste pour nous un sujet d'attention. Nous avons participé au roadshow ESG organisé par le groupe à Berlin en 2019, établi un contact téléphonique et avons rencontré le groupe à une conférence ESG. La gouvernance et la cohérence de la stratégie commerciale du groupe avec sa stratégie de développement durable sont les principales thématiques que nous avons abordées. Les processus de succession hasardeux depuis le Dieselgate, les doutes sur la probité du président du conseil d'administration, le manque d'indépendance des administrateurs, les garde-fous en matière de corruption et d'éthique des affaires, le manque d'équilibre des pouvoirs (en particulier entre le conseil d'administration et le CEO) ainsi que la politique de rémunération, sont les points dont nous avons discutés. Nous avons également abordé l'épineuse question de la cohérence de la vente simultanée et croissante de SUV (considérés comme une source majeure de pollution et d'émissions de carbone) et l'accent stratégique mis sur les véhicules électriques. L'Agence internationale de l'énergie a d'ailleurs souligné ce paradoxe en 2019. Elle a mis en évidence le fait que la production galopante de SUV annulait les bénéfices environnementaux attendus de la vente des véhicules électriques. Cette problématique n'est pas spécifique à Volkswagen, mais elle laisse le champ libre aux critiques de greenwashing que nous ne pouvons ignorer en tant qu'investisseur. Malgré nos multiples conversations et les réponses apportées à certaines problématiques (progrès en matière de transparence sur la politique de rémunération des dirigeants), de nombreux points d'attention subsistent, nous empêchant d'avoir une vue positive sur le profil extra-financier du groupe.

OMV (Autriche) - Secteur Oil & Gas

Stratégie environnementale

OMV faisait partie des entreprises en risque élevé selon notre méthodologie interne en raison des doutes que nous partagions sur son adaptation stratégique au changement climatique et ses résultats sur le plan extra-financier par rapport à ses pairs. A la suite à un entretien avec des représentants du groupe autrichien, nous avons éclairci un certain nombre de points d'attention et affiné notre analyse. La part croissante du gaz dans la production d'hydrocarbures d'OMV illustre la mise en forme de sa transition énergétique et son basculement en faveur d'énergies moins carbonées. Les travaux du groupe sur les nouvelles formes de mobilité (en particulier sur l'hydrogène) et les énergies renouvelables sont également le signe d'un investissement plus important dans les solutions bas-carbone. Le fait qu'OMV ait aligné la stratégie du groupe et celle du développement durable à horizon 2025 nous apparaît comme un choix pertinent et pragmatique pour aboutir à des résultats concrets. Nous considérons que la gestion de la question climatique par le groupe est au-dessus de la moyenne du secteur, mais nous attendons une action encore plus forte pour répondre à la crise climatique au cours de la décennie instable qui s'annonce. Nous avons traduit cette conclusion par un rehaussement de la note ESG du groupe. Les points d'attention restent toutefois nombreux : l'exposition du groupe à des activités dans l'Arctique et l'impact des plans de forage néo-zélandais sur l'acceptabilité sociale du groupe.



Commerzbank (Allemagne) - Secteur Banque

Capital humain et produits durables

Nous avons lancé un processus d'engagement avec Commerzbank pour obtenir des réponses sur la politique d'investissement responsable du groupe, la gestion du capital humain, la promotion de la diversité, la gestion de la cyber sécurité et la politique de rémunération du directeur général. Même si l'empreinte climatique opérationnelle du groupe est neutre depuis 2015, c'est à travers ses opérations de financement et d'investissement qu'il faut apprécier son bilan environnemental. Certaines politiques d'exclusion restent selon nous perfectible (à l'instar de la politique d'exclusion des projets charbonniers) à l'aune des engagements de certains concurrents. La place de la finance durable pourrait en outre être plus importante à l'échelle du groupe. Sur le volet de la rémunération, nous regrettons l'absence de critères relatifs au développement durable, et plus particulièrement au climat, sur la part variable. La promotion de la diversité, même si elle s'est intensifiée ces dernières années, est freinée par la réduction des effectifs. En matière de cyber sécurité, le groupe ne peut atteindre le risque nul, mais l'organisation mise en place à l'échelle du groupe constitue un garde-fou rassurant pour la gestion des cyber-attaques.

Engagements collaboratifs

Sur les sujets structurant et transversaux en matière de développement durable, ODDO BHF Asset Management considère l'engagement collaboratif comme un outil plus efficace pour obtenir des résultats concrets et mesurables sur un horizon de temps raisonnable. Nous participons dans ce cadre à deux initiatives collaboratives internationales axées sur la transition énergétique puis sur l'égalité hommes-femmes aux sein des entreprises.



ODDO BHF Asset Management a rejoint l'initiative « **Climate Action 100+** » en mars 2018. En devenant signataire, notre objectif est de participer à l'effort commun des investisseurs pour faciliter le dialogue avec les entreprises les plus émettrices de gaz à effet de serre dans le monde (161 entreprises à fin septembre 2019). Dans le cadre de cet engagement collaboratif, nous nous engageons ainsi à demander aux sociétés :

- de mettre en œuvre un cadre de gouvernance solide qui souligne clairement la responsabilité des organes de direction dans la surveillance et la gestion des risques liés au changement climatique,
- de prendre des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre tout au long de la chaîne de valeur, conformément à l'objectif de l'Accord de Paris,
- de fournir un reporting détaillé pour permettre aux investisseurs d'évaluer la robustesse des business plans selon les différents scénarios climatiques de manière à améliorer leur décision d'investissement.

En septembre 2019, l'initiative Climate Action 100+ a publié son premier rapport de progrès, consultable sur le lien suivant : <https://climateaction100.files.wordpress.com/2019/10/progressreport2019.pdf>

Sur le point de la gouvernance climat, 77% des entreprises ciblées ont un membre du Board et/ou du comité exécutif avec une responsabilité clairement identifiée sur la stratégie liés au changement climatique. En revanche, elles ne sont que 8% à mettre en place une politique climat cohérente avec les engagements ou prises de positions annoncés par leurs associations professionnelles.

Sur la mise en œuvre de mesures et d'objectifs quantitatifs de réductions des émissions de gaz à effet de serre, 70% des entreprises y répondent mais uniquement 3% d'entre elles ont fixé des objectifs alignés sur un scénario 2°C (le scénario de l'IAE est retenu comme référence).

Enfin, en matière de reporting, 40% des entreprises ciblées par l'initiative ont entrepris un travail d'analyse de leur stratégie en rapport avec des scénarios climatiques de long terme, conformément aux recommandations de la TCFD.



En 2019, ODDO BHF Asset Management a participé à la poursuite des actions d'engagement auprès de deux sociétés : ArcelorMittal et A.P. Moeller Maersk.

ArcelorMittal

Le groupe a publié en mai 2019 son premier rapport d'action climatique dans lequel il souligne son ambition d'être neutre en carbone en Europe d'ici à 2050.

(https://corporate.arcelormittal.com/~media/Files/A/ArcelorMittal/investors/corporate/AM_Climat_eActionReport_1.pdf).

Suite à l'assemblée générale des actionnaires du 7 mai 2019, le groupe a déclaré s'engager à mettre en place une analyse de scénarios climatiques, à reconsidérer sa participation aux associations professionnelles qui n'adopteraient pas les objectifs de l'Accord de Paris dans leurs activités de lobbying, et enfin de contribuer à la mise en place d'une méthodologie adaptée au secteur des métaux et mines pour la définition d'objectifs basés sur la science (Science Based Targets initiative).

En décembre 2019, le groupe a franchi une nouvelle étape en annonçant un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 30% d'ici 2030 sur son périmètre d'activité en Europe, en cohérence avec sa trajectoire de neutralité carbone en 2050. Cet objectif en Europe sera poursuivi en activant trois leviers : un sourcing croissant en énergies vertes, le recours à des processus circulaires de production et le développement de la capture et séquestration du carbone.

A.P. Moeller

Ce processus collaboratif d'engagement auprès de la société danoise A.P. Moeller Maersk a contribué à ce que le groupe annonce en décembre 2018 son ambition d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. Pour ce faire, le groupe a annoncé son intention de développer des navires neutre en carbone qui devront être commercialement viable d'ici 2030. Cela passe à priori par des développements technologiques sur les biocarburants, l'hydrogène et l'électrification des navires, mais aussi par le renouvellement de la flotte pour des gains d'efficacité énergétique. Le dialogue se poursuit désormais sur la mise en œuvre des objectifs, le secteur du transport maritime étant crucial pour l'industrie mondiale et contribuant à environ 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Pour l'année 2020, la coalition d'investisseurs au sein de l'initiative Climate Action 100+ s'est fixée les objectifs suivants :

- Obtenir une plus grande transparence sur les pratiques de lobbying liées aux questions climatiques et exiger des entreprises un soutien clair aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre ;

- Demander aux entreprises d'aligner leurs stratégies sur les objectifs de l'Accord de Paris et sur un avenir contraint par le carbone, en fixant des objectifs court, moyen et long terme assurant une transition juste vers la neutralité carbone ;
- La mise en œuvre effective des recommandations de la TCFD en matière de reporting, incluant des analyses de scénarios testant la résistance des modèles d'affaires.

WOMEN'S EMPOWERMENT PRINCIPLES

Established by UN Women and the
UN Global Compact Office

Oddo BHF Asset Management a rejoint une coalition d'investisseurs visant la promotion de l'égalité hommes-femmes dans les entreprises. Forte de ses 66 cosignataires représentant 4 000 milliards d'euros d'encours sous gestion, cette déclaration bénéficie également du soutien d'ONU Femmes et du Pacte Mondial des Nations Unies. L'égalité hommes-femmes fait partie de l'Agenda 2030 établi par les Nations Unies, mais des progrès sont encore nécessaires et impératifs pour y parvenir. Cette déclaration invite les entreprises à signer les Women's Empowerment Principles. Il s'agit d'un socle de 7 principes qui servent à guider les entreprises dans la réalisation de l'égalité hommes-femmes :

- Principe 1 : identifier un niveau de leadership élevé au sein de l'entreprise pour soutenir l'égalité des sexes ;
- Principe 2 : traiter équitablement toutes les femmes et tous les hommes au travail et soutenir la non-discrimination ;
- Principe 3 : assurer la santé, la sécurité et le bien-être de tous les travailleurs, femmes et hommes ;
- Principe 4 : promouvoir l'éducation, la formation et le développement professionnel des femmes ;
- Principe 5 : mettre en œuvre des pratiques de développement de l'entreprise qui autonomisent les femmes à tous les niveaux de fonctions ;
- Principe 6 : promouvoir l'égalité par le biais d'initiatives collaboratives et de plaidoyer ;
- Principe 7 : mesurer et rendre compte publiquement des progrès accomplis pour atteindre l'égalité des sexes.

Cette thématique est importante dans nos stratégies d'investissement et elle fait également partie des sujets récurrents de notre dialogue et engagement avec les entreprises. Notre participation à cette déclaration réaffirme l'attention que nous portons à l'égalité de genres et à la promotion des femmes dans l'entreprise.



Annexe : Echelle de notation interne et suivi des controverses

Articulé autour de 10 thèmes (présentés ci-dessus) et 42 critères, notre modèle d'analyse ESG distingue les entreprises par secteurs (classification GICS niveau 2 avec 24 secteurs économiques) et par structures capitalistiques (non-contrôlée, contrôlée, familiale).

Le poids de chacun des blocs Environnement, Social, et Gouvernance est déterminé au niveau sectoriel à partir d'une matrice de matérialité en fonction des opportunités et des risques à long terme. A titre d'exemple, le secteur média verra le poids du bloc Environnement s'établir à 10% et celui du bloc Social à 50%, contre respectivement 30% et 40% pour le secteur Energie.

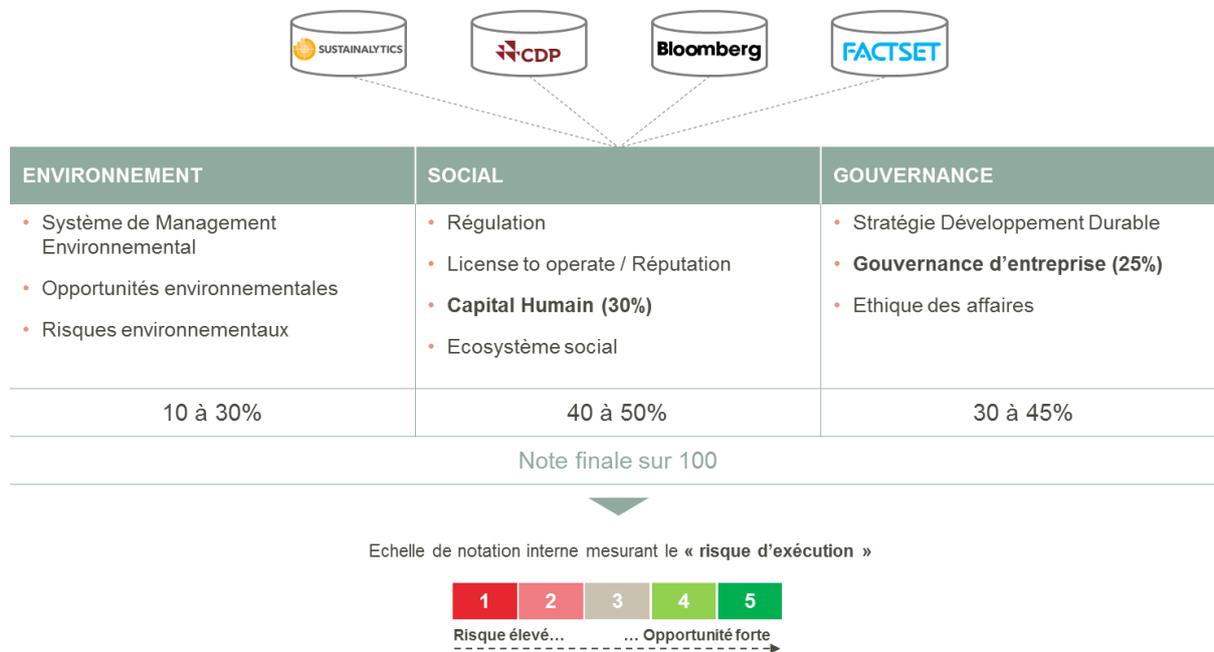
La corporate governance (bloc Gouvernance) et le capital humain (bloc Social), thèmes prioritaires dans notre méthodologie, représentent respectivement 25% et 30% du modèle d'analyse quel que soit le secteur et la taille de l'entreprise. En revanche, le poids des autres thèmes, tels que la régulation, l'écosystème social, ou l'éthique des affaires varie en fonction de leur matérialité par secteur.

L'analyse des controverses (accidents industriels, pollutions, condamnations pour corruption, pratiques anticoncurrentielles, sécurité des produits, gestion de la supply chain, ...), reposant sur les éléments fournis par Sustainalytics, est intégrée au modèle d'analyse et impacte par conséquent directement la note finale ESG de chaque entreprise.

Chaque entreprise analysée obtient donc un score absolu sur 100 points sur chacun des trois blocs E, S, et G, et un score agrégé ESG après pondération de chaque bloc. La mise à jour des notes se réalise au fil de l'eau lorsque les équipes de gestion et d'analyse ESG rencontrent les sociétés, et à défaut tous les 18 à 24 mois en moyenne. L'évolution positive ou négative d'une controverse est également de nature à modifier la note d'une entreprise à tout moment.

Afin de matérialiser notre approche « best-in-universe » et « best effort » au niveau des fonds, l'univers analysé est distribué en cinq rangs ESG : Opportunité forte (5), Opportunité (4), Neutre (3), Risque modéré (2), et Risque élevé (1).

Structure du modèle d'analyse ESG et echelle de notation interne



Source: ODDO BHF Asset Management SAS



ODDO BHF Asset Management SAS

12 boulevard de la Madeleine
75440 Paris Cedex 09 France
am.oddo-bhf.com